

Michèle Riot-Sarcey

Comment relire le XIX^e siècle ? La *Revue d'histoire du XIX^e siècle* au milieu du gué

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Michèle Riot-Sarcey, « Comment relire le XIX^e siècle ? La *Revue d'histoire du XIX^e siècle* au milieu du gué », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006. URL : <http://rh19.revues.org/index950.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index950.html>

Document généré automatiquement le 29 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Michèle Riot-Sarcey

Comment relire le XIX^e siècle ? La *Revue d'histoire du XIX^e siècle* au milieu du gué

- 1 Chaque société, dite savante, est en quête d'une identité, en fonction des domaines de recherche qui délimitent la spécialité dans laquelle, en principe, elle devrait exceller. La Société de 1848, comme la revue qui la représente, ne font pas exception.
- 2 Qui sommes-nous ? Comment sommes-nous perçus ? En d'autres termes, quelle est notre singularité ? Longtemps, notre société a été identifiée à la révolution de 1848, et cette réputation perdue bien que la revue ait élargi, depuis plusieurs années, son terrain d'investigations aux réalités plurielles du XIX^e siècle, bien au-delà des événements révolutionnaires. Et de fait, cette identification aux « quarante-huitards » a pu passer pour une empathie avec l'esprit révolutionnaire, en laissant croire à l'unicité d'un engagement militant de la Société. Or, la diversité des composantes de ses membres montre manifestement une pluralité des domaines de recherches, comme une variété des choix méthodologiques et historiographiques qui révèlent, d'ailleurs, des subjectivités politiques parfois divergentes. Mais, précisément, cette diversité fait la richesse d'une communauté de recherches et de débats. Pierre Lévêque le soulignait dans les travaux préparatoires à notre journée : « l'attachement ou la distance par rapport à 1848 était et reste une éternelle question dans nos rangs ». Sans doute le rapport éthique entre la recherche et l'attachement à la cause démocratique et républicaine a-t-il été la marque dominante de notre société.
- 3 Il n'en reste pas moins que cet attachement à une idée — il est vrai, loin d'être dépassée —, ne peut suffire à construire un travail collectif, susceptible de s'inscrire dans les débats historiographiques actuels. Non pour suivre une mode, empreinte d'un post-modernisme dont la pertinence est souvent contestée — à juste titre — par les historiens, mais, tout simplement, pour être en mesure de renouveler notre questionnement du XIX^e siècle dont l'histoire écrite est encore trop déterminée, à mon sens, par une lecture linéaire et continue d'un progressisme triomphant.
- 4 Dans cet entre-deux permanent qui caractérise la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* — entre une volonté de répondre aux nouvelles exigences de la recherche et la nécessité de conserver une tradition identitaire —, nous avons ouvert nos colonnes à de nouvelles méthodes comme à de nouveaux objets. Plus précisément encore nous découvrons, dans de très anciens numéros, une ouverture singulièrement novatrices à l'histoire des femmes par exemple, à une époque où, sur cette question, le silence était de mise dans nombre de publications. Je pense en particulier au fameux numéro consacré à la *presse ouvrière (1819-1850)* dirigé par Jacques Godechot, en 1966. Evelyne Sullerot présentait un article sur « Journaux féminins et lutte ouvrière (1848-1849) ». Celui-ci a inspiré nombre de travaux dans les années 1980. L'incise fut certes éphémère, mais son influence tardive fut reconnue par les chercheuses, notamment aux États-Unis. Chemin faisant, la revue n'est pas restée indifférente aux thèmes des recherches en cours : de la micro-histoire aux représentations ; les numéros, aux titres évocateurs de *Repenser le XIX^e siècle* et *Le Temps et les historiens* en témoignent. Enfin, le récent volume consacré à l'économie, qui comblait une lacune longtemps déplorée, s'est inscrit dans l'actualité du renouvellement des connaissances des historiens de la spécialité.
- 5 Cependant, si nous avons su intégrer quelques formes nouvelles de questionnement du passé en général, des sources en particulier, nous sommes rarement entrés dans les débats d'interprétation que ces orientations épistémologiques pouvaient susciter. Maintenu à distance des articles critiques parus en France comme à l'étranger, la revue est restée, certes à l'écart des polémiques, mais aussi sans doute, en deçà des réflexions les plus novatrices. Depuis *L'impossible prison* — où Maurice Agulhon acceptait de dialoguer avec Michel Foucault — nous avons largement évité les confrontations. Plutôt que de nous situer dans les controverses qu'engendrent inmanquablement les différents courants historiographiques,

nous avons souvent préféré adopter ou rejeter les nouvelles approches sans discuter de leur pertinence, à de très rares exceptions près, et toujours à la faveur d'initiatives individuelles. Après tout, cela pourrait être considéré comme un choix éditorial. D'autres revues, en France en particulier, se sont chargées de faire une large place à ce type de réflexions : des *Annales* à la *Revue de Synthèse*, ou encore *Genèses* pour ne citer que les périodiques les plus reconnus dans cette fonction. Je crains cependant que cet évitement n'ait pas toujours été consciemment perçu. Le rapport des historiens du contemporain avec les outils conceptuels est, notons-le, en France, assez problématique. Et, au regard du positivisme ambiant, l'usage de la théorie en histoire est d'ailleurs souvent jugé inutile.

6 Il n'en demeure pas moins qu'entre tradition et novation, la question s'est posée aux membres de notre société et continue de préoccuper quelques-uns d'entre nous, par-delà les antagonismes ordinaires de générations. Notre identité est, semble-t-il, en jeu, autant que notre devenir, si nous voulons garder quelque audience auprès de nos collègues européens en particulier. Manifestant un pessimisme de raison, ce constat, quelque peu critique, a pour objectif de renouer avec une forme de collaboration interdisciplinaire, depuis longtemps déjà inscrite dans notre pratique. Dans nombre de domaines, la Société a su prendre les initiatives nécessaires pour renouveler la connaissance du XIX^e siècle. À la fois siècle de révolutions mais aussi, comme on le sait, temps béni de l'écrit, sous toutes ses formes : du roman au journal intime, du factum à la presse grand public. La collaboration avec les collègues de la revue *Romantisme* a toujours été active, et se perpétue avec plus ou moins de résonance — malgré les interventions collectives ou les initiatives individuelles, les échanges ont pris un rythme atone et le numéro consacré à 1830, daté de 1980, dans lequel littéraires et historiens dialoguaient à part égale, n'a pas encore été renouvelé. De l'histoire politique à l'histoire des représentations, de la biographie à l'utopie, notre société a su cependant tenir sa place, voire, par l'organisation de quelques journées d'études, faire montre d'esprit pionnier dans des champs encore mal explorés. Parmi les initiatives relativement récentes, nous retiendrons, par exemple, les journées consacrées aux barricades et aux femmes dans la cité¹. Ce dernier volume, bien que paru tardivement par rapport au colloque dont il publiait les actes, est encore aujourd'hui un livre de référence en ce qui concerne l'histoire des femmes. Et pourtant, il était loin d'atteindre la richesse des confrontations entre histoire des femmes et histoire du genre ; débats qui se sont déroulés ailleurs, dans le cercle plus restreint des chercheuses féministes et dont les résultats, précieux pour le renouvellement des connaissances historiques, restent encore méconnus des historiens plus généralistes².

7 Malgré ces quelques réussites, nous n'avons pas su (ou voulu) intégrer certains apports théoriques et méthodologiques des différentes disciplines pour nous aider à appréhender un XIX^e siècle, en chantier permanent : de l'histoire politique à l'histoire sociale, de l'histoire dite culturelle à l'histoire économique — pour garder les appellations devenues classiques et qui, elles aussi, sont en cours de redéfinition. À titre d'exemple, comment ne pas déplorer l'absence de discussion à propos des derniers travaux de Carlo Ginzburg, dont deux livres importants ont été traduits ces dernières années³ ? Notre proximité avec la discipline littéraire, depuis longtemps à l'œuvre dans nos rangs, aurait dû retenir notre attention sur la démarche de l'historien moderniste et son ouverture au XIX^e siècle devrait nous séduire, ne serait-ce que par son usage de Flaubert, non comme illustration, mais comme témoin à distance d'un événement par la mise en forme narrative des discontinuités historiques dans la fiction romanesque. Les « blancs » du récit de *l'Éducation sentimentale* sont éclairés par Ginzburg à la lumière de l'interprétation de Walter Benjamin, lui-même lisant Flaubert à la mode proustienne : par « remémoration ». Le déchiffrement de l'espace « blanc » du roman permet à l'historien d'évaluer le trouble ou le rejet d'un ordre « à rebours des intentions » de ceux qui ont produit les témoignages du temps — sources privilégiées des historiens. Cette lecture par plis successifs est d'autant plus séduisante qu'elle nous parle de notre XIX^e siècle dans un langage qui nous est largement familier. « Quand les historiens cherchent à peser une preuve, ils ne devraient pas oublier que tout point de vue sur la réalité est non seulement sélectif et partial, mais qu'il dépend des rapports de force qui conditionnent, à travers la possibilité de laisser des

traces dans les documents, l'image globale qu'une société laisse d'elle-même. Pour brosser l'histoire "à rebrousse-poil", comme Walter Benjamin exhortait à le faire, il faut apprendre à lire les témoignages à "rebrousse-poil", à rebours des intentions de ceux qui les ont produites ; c'est le seul moyen de tenir compte aussi bien des rapports de force que de ce qui leur est irréductible »⁴.

8 Dans cet énoncé, nous sommes au cœur des représentations du réel, chères à bon nombre d'entre-nous. Or, malgré la familiarité de la méthode, malgré la grande proximité de l'objet, malgré le rôle éminent d'Alain Corbin, un des meilleurs spécialistes de la question, nous n'avons pas mené le débat de fond sur l'usage des représentations, selon la classification et le schéma proposés par Roger Chartier et en fonction de l'apport, décisif à mon sens, de Michel Foucault. Ce constat s'adresse à notre collectif, cela s'entend, et ne tient pas compte des discussions, nombreuses à ce propos, dans d'autres lieux, où elles furent animées par les membres de notre société, je pense en particulier à Dominique Kalifa. Nous avons, me semble-t-il, souvent négligé l'aspect construit des réalités visibles, pour ne pas dire apparentes, élaborées par les contemporains. Leur rôle dans la « fabrique » de l'histoire n'est pas toujours suffisamment souligné, de mon point de vue, par les historiens. En ce sens, un des récents ouvrages de Jeremy D. Popkin apporte sa contribution à l'analyse de la construction des traces historiques comme fabrique d'une réalité politique, hors du champ institutionnel ordinairement choisi par les historiens, et quelques fois à distance de l'aperception des acteurs du moment⁵. Dans la prolongation, mais différemment du travail pionnier de Jürgen Habermas qui soulignait, on s'en souvient, le rôle de la presse dans l'édification de l'opinion publique, Jeremy Popkin se situe au plus près de l'actualité du temps dans la quête des enjeux perçus par les contemporains. Et, contrairement aux signes apparents, il ne s'agit pas d'une écriture de l'histoire immédiate, sorte de chronique contemporaine, mais d'une attitude consciente des autorités (au sens ou l'entendait Michel de Certeau) qui transcrivent, dans le langage et les formes discursives à leur disposition, une réalité conflictuelle en traces-sources. Ce point de vue, énoncé comme vérité intemporelle, devient dans le récit historique *la vérité* du politique. Ce que Michel Foucault, après les théoriciens de l'École de Francfort, avait très bien perçu et donné à comprendre dans plusieurs de ses écrits, notamment dans *L'ordre du discours*, lorsqu'il engageait ses interlocuteurs à restituer au « discours son caractère d'événement », afin d'être en capacité de « lever enfin la souveraineté du signifiant »⁶. Nous sommes ici confrontés à la façon dont les contemporains, disposant d'une reconnaissance publique, expriment un rapport de force par l'élaboration d'une signification « globale » de leur société dont ils transmettent une image (représentation) — la leur — alors qu'ils cherchent à conquérir le pouvoir de dire le vrai du temps. La saisie d'une telle pratique, pas seulement discursive, passe par la découverte de l'historicité des enjeux, visibles dans les conflictualités d'un événement, d'une période, d'une catégorie sociale... Au cœur des représentations construites pour la postérité, celles qui effacent les traces, le plus souvent non écrites, des acteurs auxquels est dénié, de fait, le statut de sujets de l'histoire, étant parlés par d'autres.

9 Un seul exemple, bien connu des historiens, suffira à expliciter ce que le pouvoir de dire, de propager et de transmettre implique dans la représentation du mode d'être au mode des individus. Lorsque Louis-René Villermé rapporte sur une demi-page — l'ouvrage en comprend 670 dans l'édition actuelle —, un extrait d'un article d'un journal de Reims, lui-même rapportant une rumeur à propos de la prostitution des ouvrières de Reims par cet euphémisme « de cinquième quart de la journée »⁷, ajoutée à l'interjection, désormais classique de Jules Michelet : « l'ouvrière, mot impie ! », l'idée même du travail des femmes est devenue insupportable aux yeux des hommes contemporains. Incompatible avec la famille, le travail, décliné au féminin, déstabilise l'ordre social et ne peut se conjuguer avec la civilisation du progrès selon les autorités qui s'expriment au nom du peuple, en général. L'idée d'un travail facteur d'immoralisme, pur produit de la perversion capitaliste, est reprise par la totalité des hommes de gauche⁸ qui en font le principal objet de leur réflexion à la fin du siècle. Or, malgré la résistance des femmes (nombreuses sont celles qui, par nécessité ou par volonté, travaillent)⁹, cette image (représentation du réel) participe de la construction de l'identité au

féminin et devient la vérité du XIX^e siècle, au point d'influencer les législateurs dans leur résistance à réformer le Code civil. Elle est surtout donnée comme une injonction aux femmes d'agir en société, conformément aux représentations dont elles sont l'objet. La contrainte « féminine » est alors profondément intériorisée. Ces éléments sont bien connus, il suffit de se reporter aux cinq volumes de *l'Histoire des femmes* dirigés par Michelle Perrot et Georges Duby¹⁰.

10 Cette capacité de dire est bien une forme de pouvoir, au-delà ou en deçà du pouvoir d'État. Elle est définie, en ces termes, par Michel Foucault : « En fait, ce qui définit une relation de pouvoir, c'est un mode d'action qui n'agit pas directement et immédiatement sur les autres, mais qui agit sur leur action propre. Une action sur l'action, sur des actions éventuelles, ou actuelles, futures ou présentes [...]. Il est un ensemble d'actions sur des actions possibles »¹¹. Et il est vrai que la même démonstration peut être faite à propos de la représentation du *peuple*, du *citoyen*, voire de la *République*.

11 Mais rendre compte des représentations collectives — on disait autrefois des mentalités — ne peut suffire ; encore faudrait-il se donner les moyens d'accéder à la construction de ces représentations par la confrontation de discours et d'actes contradictoires (dans les périodes de doutes, de dysfonctionnement, le discours, pas encore dominant, est posé face aux paroles et aux actes d'individus qui, dans l'ordre renaissant, souvent se taisent ou s'expriment « comme tout le monde »). C'est ce que j'entends par l'analyse de la fabrique de l'histoire qui permet de dévoiler les enjeux de pouvoirs que ses pratiques révèlent. Il me semble trouver chez Popkin l'esquisse d'une telle démarche.

12 Les effets discursifs de la presse écrite de la première moitié du XIX^e siècle ont été très bien perçus par l'auteur de *Press, Revolution, and Social Identities in France 1830-1835*. Il a montré comment l'identité bourgeoise, loin d'être fixée en 1830, fut en partie construite par la presse comme une catégorie universelle, héritière de 1789 et qui seule représentait les intérêts généraux de la société. Ce point de vue, confronté aux discours d'hommes politiques, y compris républicains, voire socialistes, l'a si largement emporté, en 1848, au point que tout autre opinion apparaît comme dénotant une tendance antirépublicaine. Tous les hommes politiques du moment, et George Sand ne fait pas exception, quel que soit leur attachement idéologique, étaient persuadés et cherchaient à convaincre leurs contemporains, que la bourgeoisie « avait pour tâche de guider le peuple » comme l'exprimait mieux que personne Prosper Enfantin, en 1848 ; dans sa définition « singulière » du socialisme (il est vrai après juin 1848) : « Pour quiconque ne s'en tient pas aux apparences, le suffrage universel, loin de limiter l'influence de la bourgeoisie, l'étend et l'affermir au contraire. L'expérience des Lumières, les connaissances pratiques de la bourgeoisie lui assureront pour longtemps une prépondérance [...]. Tendre la main au prolétaire, assurer à ses enfants l'éducation, à lui-même le travail [...], lui faciliter l'accès à la propriété, lui assurer les joies moralisantes de la famille [...]. Qu'est-ce en effet que la bourgeoisie française ? C'est le peuple arrivé à l'aisance, à l'éducation, à la sécurité. Eh bien ces conditions d'aisance et de bien-être, sans lesquelles la liberté est un mot vide de sens et une dérision cruelle, voilà ce que le peuple ambitionne à son tour, et ce qu'il ne saurait obtenir, sans le concours de la bourgeoisie, concours que la bourgeoisie ne peut refuser sans ouvrir des abîmes où la civilisation elle-même irait se perdre et s'engloutir »¹².

13 Mais en 1830, l'identité bourgeoise, dans sa vocation interprétative et représentative des intérêts « universels » de la société, est encore loin d'être acquise, comme le souligne Jérémie Popkin. Par la médiation de la presse, le conflit est lisible entre les partisans d'une « bourgeoisie perçue comme une catégorie universelle représentant l'intérêt général de la société » et les porte-paroles d'une classe distincte des autres catégories « nécessairement en conflit avec ceux des autres groupes sociaux » ; chaque camp est alors dans « l'incapacité d'imposer une représentation unique de la bourgeoisie »¹³. Certes, des autorités politiques, tel François Guizot par exemple, défendent l'héritage « révolutionnaire » de la bourgeoisie et son rôle de guide universel du peuple. Mais le simple fait de constater les antagonismes qui s'expriment aide à comprendre les mécanismes d'appropriation d'un point de vue qui, peu à peu, devient la pensée dominante

- 14 L'approche des réalités conflictuelles est visible dans le temps court des discontinuités, et se situe en amont du donné historique, dans la quête des enjeux d'interprétations contemporaines, du point de vue des dispositifs de pouvoirs qui les inspirent — interprétations qui, à l'issue d'un rapport de forces, aboutissent à une mise en sens « unique » de la représentation du réel dont elle participe à la formation.
- 15 Cette quête d'historicité se situe dans l'inter-action entre social et politique : deux objets trop souvent séparés dans la recherche. Leur distinction formelle, pour ne pas dire pré-établie, provoque des effets de rupture ou de dissémination des connaissances d'une période, ce qui mériterait une véritable discussion dans nos rangs. J'y vois là le troisième volet de notre insuffisance. Mais, il est vrai que je parle en tant qu'historienne de la première moitié du XIX^e siècle : temps où le social était accolé au politique, lui-même imbriqué dans le religieux, lequel se déployait dans la plupart des événements culturels. « L'invention du social », comme catégorie distincte du politique, est contemporaine des monarchies constitutionnelles, à une époque où les « notables » s'évertuaient, aux côtés des autorités, à dénier aux insurrections populaires le statut de manifestations politiques. On a ainsi créé une question centrale, à l'écart de l'idée de liberté publique. Par la suite, l'actualité de la question sociale n'a cessé de hanter, comme on le sait, les hommes du XIX^e siècle, soit pour dissoudre ses effets dans la marche d'un progrès inéluctable, soit par le rejet de ses marges ou par la répression de ses excès, que l'on aurait souhaité d'ailleurs intempestifs. Mais il y a-t-il une spécificité sociale hors du politique ? Les identités sociales ne sont-elles pas elles-mêmes des constructions contemporaines ? Bon nombre d'historiens se sont déjà largement attardés sur ces questions. Les travaux de Simona Cerutti, en particulier, en témoignent. En 1989, Christophe Charle organisait un colloque sur le thème de *Histoire sociale, Histoire Globale ?*¹⁴. Aujourd'hui, la tendance est tout autre et le regard porté sur les parcours individuels l'emporte largement avec l'usage, désormais très répandu en histoire contemporaine, de la prosopographie. La méthode est parfois contestée, mais nous nous sommes gardés, jusqu' alors, d'en débattre. Est-ce avec raison ? Bien que son héritage porte les marques de ses initiateurs — les inventions théoriques des antiquisants sont toujours extrêmement stimulantes — la pratique de la prosopographie est assez répandue parmi nos collègues et, même si la « mode » actuelle rend sa pertinence parfois contestable, un débat à son propos devrait permettre une confrontation utile à notre réflexion, notamment dans cette perspective de renouveler le questionnement, hors des limites des spécialités (sociales, politiques, économiques, religieuses etc.) quelques peu mutilantes. En ce sens, une première tentative, encore bien timide, a été mise en œuvre dans notre numéro consacré à « Religion, politique et culture au XIX^e siècle »¹⁵ ; tentative, il est vrai, bien tardive, d'inscrire le religieux dans notre compréhension du XIX^e siècle.
- 16 En bref, et pour conclure sur ce point, ces trois axes de réflexions — les liens entre écriture fictionnelle et écriture de l'histoire dans le rapport au temps présent des contemporains ; les représentations comme formes de pouvoirs dans la construction du réel ; la prosopographie comme détour pour renouveler l'histoire sociale —, par leur proximité de nos préoccupations collectives, nous auraient sans doute permis de mieux nous situer dans ce vaste champ que l'on nomme histoire culturelle, si nous avions abordé au fond les problèmes posés par ces différents courants historiographiques.
- 17 Sans doute certains d'entre vous, arguant de leurs pratiques personnelles, pourront contester ma présentation critique de ce que j'appellerai un débat inachevé dans ces trois domaines, mais je me situe au niveau du collectif ou l'absence de confrontation sur le mode de penser l'histoire est, de mon point de vue, dommageable. Le manque de temps sera peut-être invoqué, mais également la vanité de ce type de démarche sera soulignée. Je ne suis pas de ceux/celles-là, mais j'entendrais ces remarques. Inversement, il y a des réflexions historiographiques qui nous ont totalement échappé, particulièrement celui, hélas mal nommé, le « tournant linguistique », pour reprendre l'expression française d'un courant dont l'influence s'est répandue dans le monde à partir de travaux d'historiens, notamment ceux d'Hayden White¹⁶ aux Etats-Unis. Se rabattre sur l'argument d'un procédé, quelque peu contesté aujourd'hui, ne me semble guère recevable quand on sait que, au-delà des Etats-Unis, bon nombre d'historiens, en Angleterre, en Allemagne, en Italie en particulier, s'y sont référé et, tout en en critiquant les excès du

« tout linguistique » se sont emparés des éléments les plus pertinents de la méthode de questionnement des discours narratifs. L'orientation méthodologique, en rupture radicale avec le positivisme classique, fut rejetée en France, en général, au nom d'une impossible lecture de l'histoire à travers les discours qui la constituent, à tous les niveaux de son écriture. Plus précisément l'argument le plus fréquemment invoqué, et, d'un certain point de vue, le plus pertinent, concerne la délimitation du territoire de l'historien ; en d'autres termes, travailler à partir d'une matière entièrement façonnée par le langage resterait étranger au métier d'historien. Le plus souvent l'incompréhension s'exprime par la marque d'étrangeté à propos d'une « déconstruction » nécessaire des discours historiques et à fortiori des traces-sources dont dispose l'historien. Je ne rentrerai pas dans un débat d'interprétation des outils conceptuels que l'on dit empruntés à Derrida dont l'essentiel de l'œuvre philosophique — et c'est ce qui le distingue de Michel Foucault — se déploie hors de toute idée d'une théorie de l'histoire. Mais, bien en amont des influences américaines, de Saussure à Benveniste, les travaux des linguistes ont été depuis longtemps des aides précieuses aux historiens. Marc Bloch n'écrivait-il pas, il y déjà quelques années : « Chaque société, et plus encore chaque petit groupe professionnel a ses habitudes de langage. Il ne suffirait donc pas de dénombrer les points de similitude. Encore eût-il fallu distinguer, parmi eux, le rare de l'usuel. Seules les expressions vraiment exceptionnelles peuvent dénoncer un auteur : à supposer, bien entendu, que les répétitions en soient assez nombreuses. L'erreur est ici d'attribuer à tous les éléments du discours un poids égal : comme si les variables coefficients de préférence sociale, dont chacun d'eux se trouve affecté, n'était pas les grains de plomb qui contrarient l'équivalence des chances »¹⁷. Simple détour, pour rappeler que l'attention critique au langage appartient à la grande tradition historiographique.

18 Beaucoup plus récemment, mais il y a déjà plus de dix ans, une mise au point était faite par Geoff Eley, dans la revue *Genèses*. Après avoir rappelé l'influence décisive de Michel Foucault, Geoff Eley, s'intéresse d'abord aux effets de la méthode en négligeant de présenter les origines du « linguistic turn ». Il écarte la simplification d'une « textualité qui serait devenue la métaphore de toute réalité », et présente les principaux travaux des historiens dont le souci est d'interroger « les significations qui se construisent »¹⁸. L'historien anglais, Gareth Stedman Jones, spécialiste, entre autres, du chartisme est une de ses références, « depuis sa critique stimulante des penchants libéraux et des présupposés positivistes de l'historiographie britannique, en 1967 »¹⁹. Loin de se fixer à un mode de penser, Gareth Stedman Jones n'a cessé d'évoluer et sa dernière conférence à l'École des hautes études en sciences sociales exprime ses réserves sur la question. Mais je retiens son attention extrême à l'historicité des idées exprimées au sein des groupes qu'il étudie. La récente conférence prononcée à l'université de Stanford est éloquente à cet égard et me parle tout particulièrement dans la mesure où elle traite de la catégorie du « socialisme utopique » au XIX^e siècle, et du saint-simonisme en particulier. Depuis longtemps déjà, la tradition historiographique, particulièrement française, a construit une histoire continue : du « socialisme utopique » au « socialisme scientifique », ou au socialisme tout court, selon une lecture quelque peu réductrice des œuvres de Marx, même si l'essentiel de la source critique reposait sur un texte d'Engels connu sous le titre abrégé de l'*Anti-Dühring* à la fin des années 1870. Et si l'idée de socialisme utopique a été quelque peu mise en cause, voire malmenée ces dernières années, la vision des « utopistes » du XIX^e siècle demeure. Comme si « les réformateurs » — ainsi se nommaient-ils — de la première moitié du siècle avaient été perçus hors de leur temps et classés, du même coup, dans le non-lieu d'une histoire rêvée. Il est vrai que l'héritage est ancien et s'enracine dans la lecture téléologique du passé qui, longtemps, fut portée par la philosophie du progrès. La tradition critique, comme celle de Walter Benjamin, qui qualifiait la philosophie du progrès de « fanal obscur », est restée incomprise. Les anniversaires et autres commémorations, chères à la nation française, n'ont cessé d'apporter leur pierre à la construction et à la consolidation du mur d'interprétation fondée sur l'unicité et l'intemporalité du sens d'un mot : ici le mot socialisme. La volonté d'inscrire le présent dans une origine du passé s'est ainsi perpétuée. Or, Gareth Stedman Jones, hors de toute tradition, et se gardant de la quête des origines, cherche à montrer la spécificité

du saint-simonisme²⁰, tout simplement — d'autres travaux dans ce sens ont été développés ces dernières années²¹ —, une spécificité inséparable des idées du temps. L'historien présente la théorie saint-simonienne comme un élément du débat interne au libéralisme sous l'influence marquante des idées de Bonald et surtout de Maistre et dont la réflexion est centrée sur le socle fondateur de la nouvelle société : *le travail*. Une lecture attentive de *l'Exposition de la Doctrine* confirme amplement cette interprétation. Du même coup, la pensée saint-simonienne est restituée dans sa complexité voire ses contradictions. Entre leur volonté de parler au nom de « la classe la plus nombreuse et la plus pauvre » et la nécessité d'organiser les nouvelles capacités héritières de la Révolution française et dont la vocation n'est plus révolutionnaire, la lutte de classe est impensable. Quant au socialisme ? Il en est, certes, question, à condition que les poètes et les « industriels » en deviennent les guides²². Loin de propager une doctrine utopique, au sens traditionnel du terme, les saint-simoniens, notamment lors de leur apogée, cherchent à répondre aux attentes de leurs contemporains, y compris et surtout, dirais-je, en matière religieuse, à une époque où les frontières entre politique, social et croyances, au sens religieux du terme, n'étaient guère lisibles. Dans *l'Exposition de la Doctrine* (1829-1830), précisément, les saint-simoniens définissaient la politique comme étant « l'application sociale de la conception religieuse » et le rôle du prêtre, dans cette vocation séculière, chère aux saint-simoniens, comme déterminant l'organisation hiérarchique de la société : il devra « faire aimer l'obéissance à l'inférieur et l'usage de l'autorité au supérieur ».

19 Rien de bien bouleversant dans cette mise en pièce des continuités historiques — toujours post-construites, mais une attention particulière est portée à l'historicité²³ des significations de mots clés pour la compréhension de l'histoire en train de s'écrire. Dans cette analyse du saint-simonisme, il ne s'agit pas de comprendre les impasses d'une des « utopies » bien connues du public, mais de confronter leur conception de l'organisation sociale, nommée parfois socialiste, avec d'autres points de vue de contemporains, au sein du même groupe parfois, sur un thème qui n'est pas encore d'actualité, mais dont on pressent le devenir. Ainsi se dévoilent des rapports de force qui s'expriment dans des enjeux de significations et qui dessinent la réalité, au-delà du signe, celle du signifié, qui fait croire à la vérité d'une chose à laquelle, par exemple, les plus démunis aspirent mais dont la pratique pensable et possible dans la société réelle ne correspond en rien aux espoirs que le mot a suscités. Une conception de socialisme²⁴ l'a emporté, celle de Prosper Enfantin, en particulier, qui n'est guère compatible avec celle d'un Charles-Emmanuel ou d'un Constantin Pecqueur²⁵ dont j'ai, à plusieurs reprises, et à l'occasion d'autres interventions dans notre société, souligné l'importance.

20 Dans la critique de ce que j'appellerais volontiers le donné de l'histoire, Gareth Stedman Jones fait montre des mêmes exigences que Simona Cerutti qui critique une certaine histoire culturaliste qui « dissout le statut des comportements sociaux dans l'idiome général et généralisant de l'univers culturel dans lequel ils sont inscrits ». Elle pose la question fondamentale : « quel statut les contemporains attribuaient-ils aux pratiques dans la création des normes »²⁶. Le procédé est inverse à celui des tenants du « tout linguistique », mais Simona Cerutti est cependant attentive aux constructions des significations, ici normatives, qui contribuent à façonner le réel et de fait à construire le donné de l'histoire.

21 On peut comprendre alors comment les historiens « du social » ne peuvent se satisfaire de la « textualité comme métaphore de la réalité ». Lors de sa dernière conférence à l'École des hautes études en sciences sociales, le 19 mai 2005, Gareth Stedman Jones, a pris ses distances avec « le linguistic turn » : tout en émettant des réserves sur le caractère unique et décisif de cette « révolution épistémologique », il n'en affirme pas moins l'importance d'une méthode, sans doute dépassée, mais qui a laissé des traces utiles à la compréhension de l'histoire.

22 Si les historiens du social peuvent exprimer leurs réserves, les plus réticents à l'intégration des éléments pertinents du « linguistic turn » sont, sans conteste, les historiens du politique qui, malgré les multiples évolutions de la discipline, n'ont cessé de privilégier l'analyse des institutions, sous toutes ses formes, et l'usage de la prosopographie n'y change rien. Les corps constitués de la fonction publique, au sens large, restent des données institutionnelles que l'on se garde d'interroger du point de vue des pouvoirs qui les instituent. Et le regain d'intérêt dont

bénéficie l'événement n'est guère l'occasion de s'interroger sur la fabrique de l'histoire par les conflits d'interprétations dont celui-ci est l'objet, au moment même de son avènement, à de rares exceptions près²⁷.

23 Inversement, l'histoire du *genre* a beaucoup bénéficié de cet apport. Rien de plus évident quand la recherche des pouvoirs à l'œuvre et des pratiques de domination, entre les hommes et les femmes, passe inmanquablement par l'analyse des enjeux de significations. Quoi de plus divergent en effet que le sens du mot universel lorsqu'il comprend une population, en principe composée d'hommes et de femmes, et qui est, en réalité, réduite à sa part masculine. Et que dire si nous ajoutions la part des exclus de l'universalité des droits (immigrés, étrangers etc.). Enfin comment relater, dans le récit historique des droits humains, ou du progrès social, le fossé qui sépare « l'homme public » de la « femme publique » pour ne prendre que des exemples caricaturaux. C'est pourquoi Geoff Eley avait, en partie, raison d'écrire, il y a dix ans déjà : « Ce n'est que récemment avec le passage de l'histoire des femmes au concept historique de différence sexuelle, que les bastions de la discipline ont commencé à céder. Bien sûr beaucoup de recherches se font sur les représentations sexuelles en tant que telles. Mais des secteurs importants tels que l'histoire du travail, la formation des classes, la citoyenneté et la sphère publique, ainsi que l'étude de la culture populaire sont tous en train d'être transformés par l'adoption d'une perspective sexuée »²⁸. Nous sommes loin du compte aujourd'hui, et Geoff Eley en était déjà conscient, le travail sur les dominations — à ne pas confondre avec l'idée de différence sexuelle — dans les sociétés est bien loin d'avoir acquis la reconnaissance épistémologique des disciplines concernées. Par ailleurs l'usage du genre — c'est-à-dire l'analyse des rapports de pouvoirs entre hommes et femmes, dans la formation hiérarchique des sociétés, y compris démocratiques — en tant que concept et donc outil théorique, souvent mal compris en France, ne peut servir de modèle de référence unique à la réflexion sur la « construction des classes sociales » par exemple. Pour tous ces thèmes, il importe d'user d'une méthode d'analyse rigoureuse des constructions identitaires, en tenant compte du degré de reconnaissance dont bénéficient les individus, de leurs expériences, des tensions sociales, y compris internes, qui caractérisent la diversité du groupe institué par tout un dispositif de pouvoirs. « Les classes » sont soumises aux rapports de domination entre hommes et femmes et la « catégorie femme » est, elle-même, traversée par des disparités sociales. Il suffit de se reporter au rôle salutaire qu'ont joué, par exemple, les Black Studies aux États-Unis dans la remise en cause d'une vision unilatérale de la catégorie « femmes ».

24 * * *

25 Dans ce court exposé, il n'était pas possible de mettre en perspective tous les débats que nous avons manqués. Outre mes compétences limitées, je n'ai développé que les aspects qui me préoccupent en tant que chercheuse. Il va donc de soi que ces critiques sont fondamentalement subjectives. Au-delà de mes choix personnels, il me semble, cependant, que le XIX^e siècle a encore beaucoup à nous révéler si nous acceptons de sortir des traditions qui, certes, ont pu faire leurs preuves, mais qui risquent, à terme, de réifier la connaissance du siècle. Nous pourrions débattre et travailler par exemple — l'histoire conceptuelle du politique, chère à Pierre Rosanvallon, n'y suffit pas — sur les révolutions du XIX^e siècle, une de nos spécialités en quelque sorte, en nous arrêtant sur les dénégations dont elles ont fait l'objet : de 1830 à la Commune, en passant par celle de juin 1848. Ces incises violentes, intempestives, utopiques, sous bien des aspects, dans le chemin, lent et chaotique mais néanmoins triomphant du progrès social, n'étaient-elles pas incompatibles avec le devenir de la République ? Comment comprendre le retour à l'ordre hiérarchique au sein duquel la domination est repensée, réactivée dans cette reconstitution, toujours réitérée d'un lien entre passé, présent et futur, comme si l'aspect créatif des révolutions ne pouvait engendrer que des possibles, non advenus. De ce point de vue, il serait utile de s'interroger sur le sens de la République qui a triomphé ou plus précisément sur son contenu et sa pratique, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Entre le possible, l'advenu et l'ordre reconstitué, n'est-ce pas tout le mouvement de l'histoire qui est en jeu ? Nous nous donnerions peut-être les moyens de comprendre ce que Nicole Loraux appelait « le refoulé du politique » qui revient en force aujourd'hui : du

retour à la violence religieuse aux critiques d'un passé colonial que la loi « républicaine »²⁹ souhaiterait recouvrir.

Notes

11. Alain CORBIN et Jean-Marie MAYEUR [dir.], *La barricade*, actes du colloque organisé les 17, 18 et 19 mai 1995 par le Centre de recherches en histoire du XIX^e siècle et la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle, Paris, Presses universitaires de la Sorbonne, 1997, 522 p. ; Alain CORBIN, Jacqueline LALOUETTE, Michèle RIOT-SARCEY [dir.], *Femmes dans la cité, 1815-1871*, actes du colloque organisé les 20 et 27 novembre 1992] par la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle, Grane, Éditions Créaphis, 1997, 579 p.
12. Parmi tous les ouvrages parus sur la question, retenons, la publication collective déjà ancienne — ce qui permet d'invalider l'idée d'une connaissance récente du genre via les Etats-Unis, comme on l'entend parfois — Marie-Claude HURTIG, Michèle KAIL et Hélène ROUCH [dir.], *Sexe et genre, de la hiérarchie entre les sexes*, Paris, Éditions du CNRS, 1991, 286 p.
13. Carlo GINZBURG, *A distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*, traduit de l'italien par Pierre-Antoine Fabre, Paris, Éditions Gallimard, 2001 et *Rapports de force. Histoire, rhétorique, preuve*, traduit de l'italien par Jean-Pierre Bardos, « Hautes études », Paris, École des hautes études en sciences sociales, Éditions Gallimard et Éditions du Seuil, 2003.
14. Carlo GINZBURG, *Rapports de force...*, ouv. cité, p. 33.
15. Jeremy D. POPKIN, *Press, Revolution and Social Identities in France 1830-1835*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2002.
16. Michel FOUCAULT, *L'ordre du discours*, Paris, Éditions Gallimard, 1971, p. 53
17. Louis-René VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* [1840], préfaces de Jean-Pierre Chaline et Francis Démier, Paris, EDI, 1989, p. 230.
18. Voir mon article dans *Histoire des gauches*, volume 1, *L'héritage du XIX^e siècle*, Paris, Éditions la Découverte, 2004.
19. Voir Sylvie SCWEITZER, *Les femmes ont toujours travaillé*, Éditions Odile Jacob, 2002.
20. Georges DUBY et Michelle PERROT [dir.], *Histoire des Femmes*, Paris, Éditions Plon, 5 volumes, 1991-1992.
21. « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », *Michel Foucault, un parcours philosophique par Hubert Dreyfus et Paul Rabinow, avec un entretien et deux essais de Michel Foucault*, Paris, Éditions Gallimard, 1984, p. 313
22. *Le Crédit*, 1^{er} novembre 1848. Voir Michèle RIOT-SARCEY, « 1848 : Les saint-simoniens dans le mouvement », dans Philippe Régner [dir.] *Études saint-simoniennes*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2002.
23. Jeremy D. POPKIN, ouv. cité, p. 82
24. Christophe CHARLE [dir.], *Histoire sociale, histoire globale ?*, actes du colloque des 27-28 janvier 1989, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1993, 222 p.
25. *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 28, 2004/1.
26. Voir en particulier, pour ce qui nous concerne plus directement : Hayden WHITE, *Metahistory. The Historical Imagination in Nineteenth-Century Europe*, Baltimore-Londres, The Johns Hopkins University Press, 1973, XII-448 p.
27. Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Cahiers des Annales n° 3, 5^{ème} édition, Paris, Éditions Armand Colin, 1964, XVII-110 p.
28. Geoff ELEY, « De l'Histoire sociale au “tournant linguistique” dans l'historiographie anglo-américaine des années 1980 », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 7, mars 1992, pp. 163-193.
29. *Ibidem*, p. 163.
30. « Saint-Simon and the liberal origins of the socialist critique of Political Economy », conférence donnée à l'université de Stanford, 16-19 avril 2004, à paraître dans *French Political Economy, 1650-1850*. La même communication avait été donnée au colloque organisé par Sylvie Aprile et Fabrice Bensimon, *La France et l'Angleterre au XIX^e siècle : échanges*,

représentations, comparaisons, Université Paris X-Nanterre (Pôle XIX^e siècle) et École Normale Supérieure (Paris), 29 et 30 janvier 2004.

21. Voir en particulier le livre d'Antoine PICON, *Les Saint-simoniens, raison, imaginaire et utopie*, Paris, Éditions Belin, 2002, 381 p., et Philippe RÉGNIER [dir.], *Études saint-simoniennes*, ouv. cité.

22. Idée incompréhensible aujourd'hui mais dont le sens est profondément inscrit dans le temps présent du romantisme : sans même faire référence à Victor Hugo dont le rôle de démiurge est bien connu, Balzac n'écrivait-il pas également : « aujourd'hui, l'écrivain a remplacé le prêtre [...], il prend la lumière sur l'autel et la répand au sein des peuples » (Honoré de BALZAC, *Le Prêtre catholique*, dans *La Comédie Humaine*, Bibliothèque de la Pléiade, volume 12, Paris, Éditions Gallimard, pp. 802-803).

23. Le mot *historicité*, que j'ai tenté de définir d'un point de vue historique dans le n° 25, 2002/2, de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle* consacré au *Temps et les historiens*, n'est pas synonyme d'histoire, comme on le lit souvent dans les articles, il signifie le rapport spécifique entre le sujet qui énonce et qui signifie quelque chose et la chose dite. En d'autres termes, la signification d'un mot doit être non seulement restituée dans une temporalité mais surtout mise en rapport avec le sujet qui l'énonce. On devine l'importance de cette démarche pour les principaux concepts dits « républicains » par exemple. Quel est le rapport entre la liberté d'un libéral du gouvernement de Louis-Philippe et l'aspiration à la liberté d'un canut pendant la révolte de 1831 ou celle de 1834 ? Il en est de même bien sûr pour le concept de socialisme qui, selon le sujet qui l'énonce et lui donne sens, peut changer de signification. Rien de plus évident, certes, encore faut-il imaginer possible son intégration dans le récit historique qui alors devient incompatible avec une lecture continue et linéaire.

24. Que ce soit dans les systèmes totalitaires ou du point de vue de la sociale-démocratie, le parti ou l'élite du groupe a toujours détenu le rôle de guide des « masses » regroupées au nom d'une idéologie à la formation de laquelle cette même « masse » n'était guère associée.

25. Michèle RIOT-SARCEY, « Du mot à la chose, ou comment meurt la République de 1848 ? », dans *Comment meurt une République, autour du 2 décembre 1851*, Sylvie APRILE, Nathalie BAYON, Laurent CLAVIER, Louis HINCKER, Jean-Luc MAYAUD [dir.], Paris, Éditions Creaphis, 2004, pp. 285-294 ; « De "l'universel" suffrage à l'association, ou "l'utopie" de 1848 », dans Jean-Luc MAYAUD [dir.], *1848, Société d'histoire de la Révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle*, Paris, Éditions Creaphis, 2002, pp. 47-57.

26. Simona CERUTTI, « Normes et pratiques, ou de la légitimité de leur opposition », dans Bernard Lepetit [dir.], *Les Formes de l'expérience, une autre histoire sociale*, Paris, Éditions Albin Michel, 1995, pp.127-149.

27. Notons, parmi les exceptions, en particulier le travail de Thomas BOUCHET, *Le Roi et les barricades, une histoire des 5 et 6 juin 1832*, Paris, Éditions Seli Arslan, 2000, 221 p.

28. Geoff ELEY, art. cité, p. 171.

29. Voir le décret du 23 février 2005, sur la nécessité d'enseigner l'histoire coloniale en mettant l'accent sur les aspects positifs de la colonisation.

Pour citer cet article

Référence électronique

Michèle Riot-Sarcey, « Comment relire le XIX^e siècle ? La Revue d'histoire du XIX^e siècle au milieu du gué », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 31 | 2005, mis en ligne le 18 février 2006. URL : <http://rh19.revues.org/index950.html>

À propos de l'auteur

Michèle Riot-Sarcey

Professeur à l'Université de Paris 8 - Saint-Denis

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé / Abstract

La revue du XIX^e siècle, étroitement liée à la Société de 1848, a souvent oscillé entre tradition et novation. Si elle a su ouvrir ses colonnes à des formes nouvelles de questionnement des sources, elle est restée, cependant, à l'écart des grands débats historiographiques, et du même coup elle a manqué de discernement dans des domaines qui auraient pu être les siens, celui de la construction des identités sociales par exemple. Mais cela supposait de penser les représentations, non comme expression des mentalités collectives, mais comme formes de pouvoir dans la construction du réel. En d'autres termes, l'intérêt porté à la fabrique de l'histoire par les contemporains — au sens où ceux-ci construisent les sources et donc les traces en usage chez les historiens — fut quelque peu négligé. En marge de cette quête d'historicité, la revue est, de ce fait, restée à l'écart des débats et de leurs effets sur l'écriture de l'histoire, de ce qui fut hâtivement nommé « le tournant linguistique ».

Or cette attention critique au langage, par définition historique, aurait permis et peut permettre à la revue, de renouveler le regard sur le XIX^e siècle en le déplaçant du côté de l'effacement de l'événement révolutionnaire par l'analyse de la dénégaration dont les révolutions ont pu faire l'objet de la part des hommes d'ordre, tous plus ou moins fondateurs de la démocratie représentative dont la République est l'héritière.

How should one re-read the 19th century? The *Revue d'Histoire du XIX^e siècle* at the crossroads

The *Revue du XIX^e siècle* that was closely linked to the *Société de 1848* often hesitated between tradition and innovation. It was open to new critical consideration of the sources, but remained on the sidelines of the major historiographic debates. Thus it lacked judgment in fields it could have dealt with, such as the construction of social identities. But that would have meant looking at representations, not as the expression of collective thought, but as forms of power in the constitution of reality. In other words, the interest of men of that time in the way history was seen, at least in the sense that they construe the sources and therefore the traces that historians use was relatively neglected. Since the review remained aloof from this search for historicity, it stayed on the sidelines of the debates and their results concerning the way history was being written and which was rather hastily called “the linguistic turn”.

This critical consideration of language, which was historical by very definition, would have — and could — enable the journal to suggest a new way of looking at the 19th century by shifting the emphasis from revolutionary events themselves, to an analysis of the denial of revolutions by men of order, they who were all more or less founders of that representative democracy which the Republic inherited.

Licence portant sur le document : Tous droits réservés